

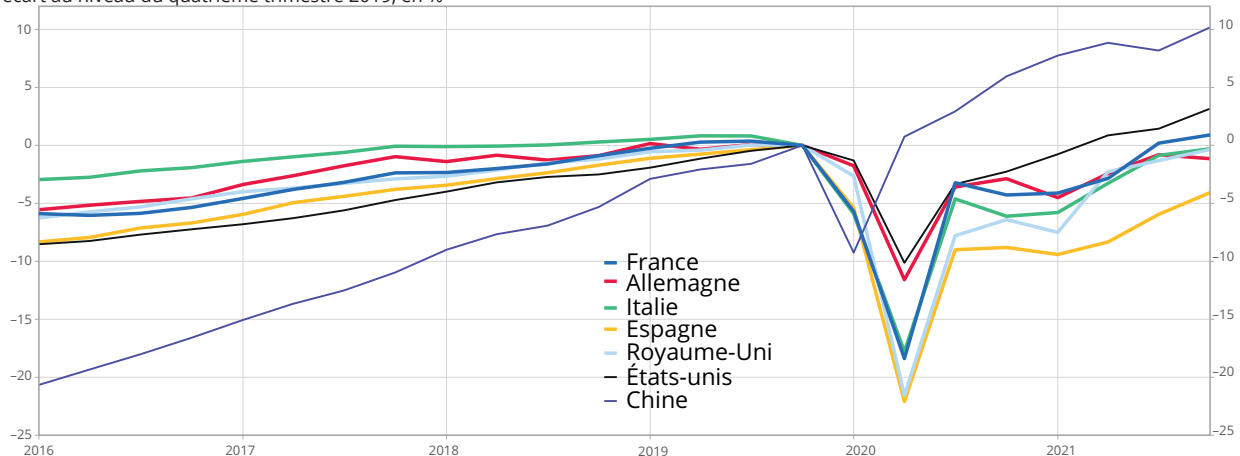
# Synthèse internationale

Au quatrième trimestre 2021, l'activité économique a ralenti en Europe, en particulier en France et en Italie, et a même reculé en Allemagne (► [figure 1](#)). Ce ralentissement traduit de moindres effets de rattrapage après le dynamisme de l'activité au trimestre précédent, tandis que de nouvelles vagues épidémiques, liées aux variants Delta et Omicron, ont affecté la consommation des ménages, notamment en Allemagne. La plupart des principaux pays européens sont néanmoins revenus autour de leur niveau d'activité du quatrième trimestre 2019, à l'exception de l'Espagne, encore nettement en deçà (► [éclairage](#) trajectoires de sortie de crise sanitaire en Europe). Par ailleurs, après un troisième trimestre morose, le PIB a rebondi aux États-Unis, au Japon, en Chine et dans plusieurs économies émergentes, stimulant de fait la reprise du commerce mondial. En effet, les échanges mondiaux de biens et services ont nettement accéléré au quatrième trimestre 2021 (+2,3 % après +0,9 %, ► [figure 2](#)), malgré la persistance de difficultés d'approvisionnement. En particulier, le dynamisme des importations joint à une demande intérieure moins allante ont permis la reconstitution d'une partie des stocks aux États-Unis et dans les pays de la zone euro.

Au début du premier trimestre 2022, la dégradation de la situation sanitaire, en plus de peser sur la consommation des ménages en services (► [figure 3](#)), aurait prolongé les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales, notamment en raison de fermetures d'usines et de ports en Chine. À partir du mois de février, les tensions géopolitiques en Ukraine, puis la guerre et les sanctions économiques contre la Russie, augmenteraient ces difficultés de production pour les économies européennes, en perturbant notamment les chaînes de valeurs de certaines industries.

## ► 1. Au quatrième trimestre 2021, l'activité a ralenti en Europe alors qu'elle a accéléré en Chine et aux États-Unis

PIB en écart au niveau du quatrième trimestre 2019, en %



Source : Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, BEA, NBSC

## 2. Le commerce mondial a nettement accéléré au quatrième trimestre 2022

variations trimestrielles en % (variations annuelles en % pour les trois dernières colonnes)

	2020				2021				2022	2020	2021	2022 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1			
<b>Commerce mondial</b>	-2,9	-14,9	12,8	4,9	3,2	1,7	0,9	2,3	0,5	-7,5	11,4	3,1
Importations des économies avancées	-3,0	-16,9	13,5	5,1	1,4	2,5	1,1	2,7	1,0	-9,4	10,2	4,3
Importations des économies émergentes	-2,8	-10,7	11,5	4,4	6,9	-0,1	0,4	1,6	-0,6	-3,5	13,8	0,7
<b>Demande mondiale adressée à la France</b>	-2,7	-16,4	12,8	4,9	2,1	2,8	1,0	1,9	0,7	-8,6	10,5	3,3

Note : le champ considéré ici est celui des biens et services. La catégorie « économies avancées » comporte les principaux pays de la zone euro, le Royaume-Uni, les États-Unis, le Canada, et la Corée du Sud. La catégorie « économies émergentes » comporte la Chine, l'Inde, la Turquie, les pays de l'OPEP, la Russie, la Pologne, le Brésil, et le Mexique.

Source : Insee

## Conjoncture internationale

Autre conséquence de la guerre en Ukraine, l'inflation devrait continuer à augmenter en mars, après avoir déjà atteint des niveaux particulièrement élevés en début d'année dans les économies occidentales (► **figure 4** et **éclairage** inflation en zone euro). En effet, d'une part, les prix des matières premières ont très nettement augmenté, notamment le pétrole, qui, après un fléchissement en décembre lié à l'émergence du variant Omicron, a bondi après le déclenchement du conflit (► **éclairage** pétrole et matières premières). D'autre part, la confrontation des contraintes d'offre à une demande dynamique en 2021 a poussé les prix à la hausse dans les principales économies occidentales. Cette inflation élevée pourrait peser sur la consommation des ménages au premier semestre 2022, en particulier en Europe avec la dépréciation de l'euro par rapport au dollar, monnaie refuge en période d'incertitudes. Par ailleurs, pour endiguer cette inflation, les Banques centrales ont entamé un resserrement de leurs politiques monétaires, maintenues accommodantes depuis le début de la crise sanitaire, avec notamment une réduction du rythme des achats nets d'actifs pour la BCE et une potentielle hausse des taux à la mi-mars pour la Fed.

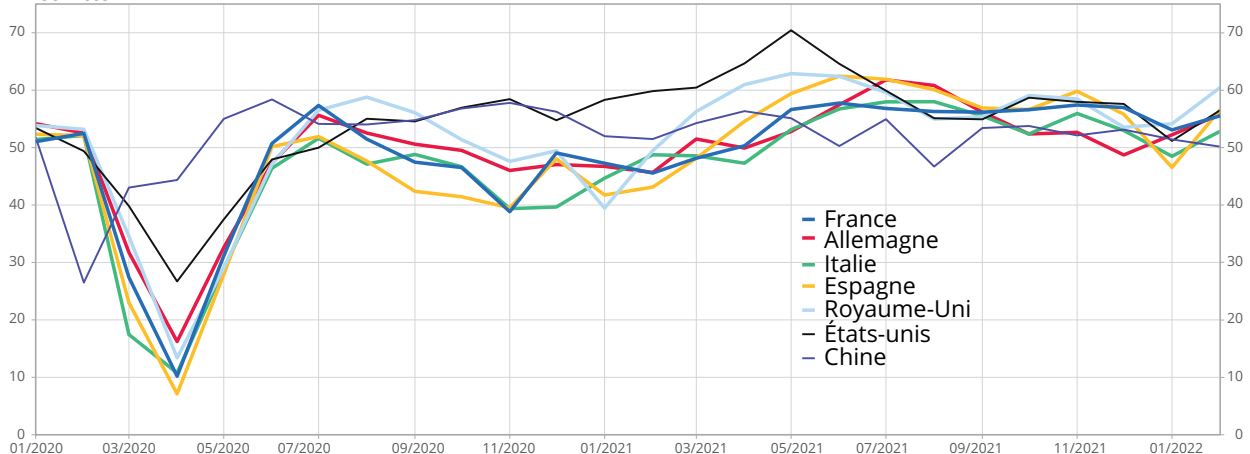
L'évolution des économies au deuxième trimestre reste en partie conditionnée à l'évolution sanitaire (en particulier en Chine), et surtout aux développements de la guerre en Ukraine et à ses conséquences économiques. Le renchérissement des prix de l'énergie, notamment, s'impose à l'ensemble des économies vu le caractère globalisé des marchés de l'énergie. S'agissant des économies européennes, ce choc les affecte en premier lieu à hauteur de leurs importations nettes<sup>1</sup> de produits énergétiques. En France, la part des importations nettes de produits énergétiques dans le PIB était moins élevée en 2018<sup>2</sup> que dans les autres principales économies de la zone euro (► **figure 5**). Une hausse des prix des énergies, comme on l'observe depuis le début du conflit, pourrait ainsi affecter davantage l'Allemagne et l'Italie que la France, d'autant que la part importée nette de Russie y est relativement importante. De plus, parmi ces importations nettes de produits énergétiques, la part d'importations nettes de gaz est variable, et pourrait entraîner une exposition plus forte de l'Italie à l'envolée du prix de celui-ci. Au Royaume-Uni et aux États-Unis, pays producteurs et exportateurs d'énergie fossiles, le déficit commercial des produits énergétiques est plus faible qu'en zone euro. ●

<sup>1</sup> Les importations nettes correspondent à la différence entre les importations et les exportations d'un produit donné.

<sup>2</sup> Dernière année disponible pour les données utilisées.

### ► 3. Les services ont été affectés par le regain épidémique en décembre et janvier dans les pays occidentaux, mais se sont redressés en février

indice PMI services

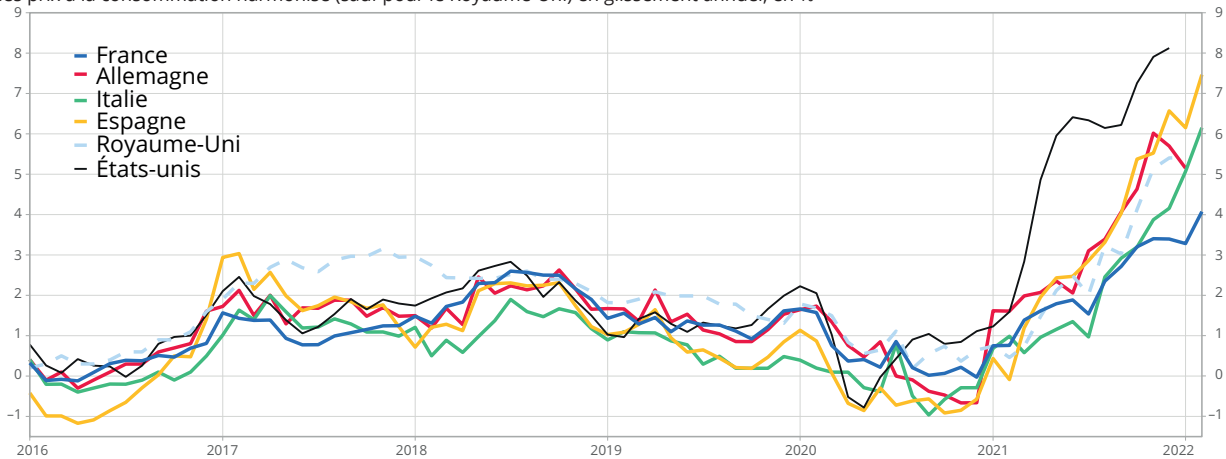


Note : en février 2022, le niveau du PMI Services en France se situe à 55,5, au-dessus du seuil d'expansion de 50.

Source : Purchasing Manager's Index, IHS Markit

## ► 4. L'inflation a atteint des niveaux particulièrement élevés dans les pays occidentaux

indice des prix à la consommation harmonisé (sauf pour le Royaume-Uni) en glissement annuel, en %



Note : Eurostat fournit un indicateur d'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) pour les pays de l'Union européenne et les États-Unis, mais les données pour le Royaume-Uni s'arrêtent fin 2020. Pour le Royaume-Uni, l'indice des prix à la consommation est donc l'IPC non harmonisé fourni par l'ONS britannique. Les données pour les mois les plus récents ne sont pas disponibles pour tous les pays, notamment le dernier point est décembre 2021 pour les États-Unis.

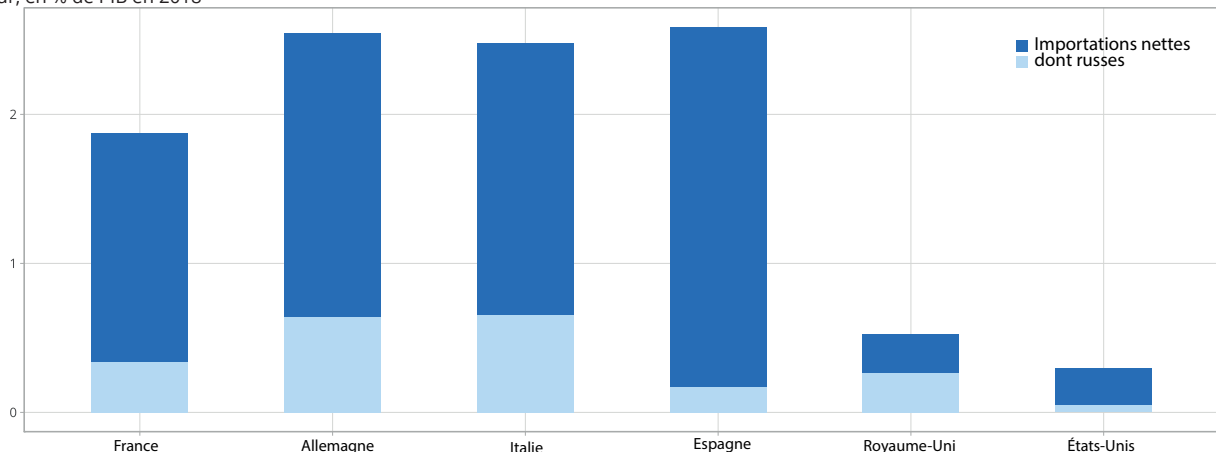
Lecture : en février 2022, en France, les prix à la consommation (au sens de l'IPCH) étaient supérieurs de 4,1 % par an à leur niveau de février 2021.

Dernier point : février 2022

Source : Eurostat, ONS

## ► 5. Les importations nettes dans le secteur énergétique sont moins élevées en France que dans les autres principales économies de la zone euro

en valeur, en % de PIB en 2018



Note : importations nettes dans les secteurs « Extraction de matériaux énergétiques », « Extraction minière et exploitation de produits non producteurs d'énergie », « Activités de soutiens à l'extraction », « Cokéfaction et raffinage » et « Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné ». Les dernières données disponibles dans le tableau inter-pays datent de 2018. Les importations nettes correspondent à la différence entre les importations et les exportations d'un produit donné.

Source : OECD. (2021) OECD Inter-Country Input-Output Database, <http://oe.cd/icio>